

**Convention collective**

**IDCC : 8434. – EXPLOITATIONS AGRICOLES, ETAF ET CUMA  
(Franche-Comté)  
(1<sup>er</sup> novembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 11 juin 1999,  
*Journal officiel* du 23 juin 1999)

---

**AVENANT N° 5 DU 31 JANVIER 2014  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1497194M

IDCC : 8434

Entre :

La FRSEA de Franche-Comté ;

La FR CUMA de Franche-Comté ;

Les entrepreneurs des territoires de Franche-Comté,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

La CFTC-Agri ;

L'UR CGT-FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord régional de prévoyance. Certaines modifications prennent en compte des dispositions de la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Précision concernant les salariés couverts par l'accord régional*

La notion de « salariés non cadres » au sens du présent accord est entendue comme les « salariés non affiliés à l'AGIRC ».

## Article 2

### *Salaire de référence de la garantie invalidité permanente*

L'alinéa 3 de l'article 4 « Garantie invalidité permanente » est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou au salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

## Article 3

### *Salaire de référence de la garantie décès*

L'alinéa 4 de l'article 5 « Garantie décès ou invalidité permanente et absolue » est modifié comme suit :

« Le salaire de référence correspond à la rémunération brute totale perçue au cours des 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès du salarié avant qu'il n'ait acquis 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire mensuel moyen multiplié par 12. »

## Article 4

### *Portabilité*

Le titre ainsi que le texte de l'article 6 sont modifiés comme suit :

### « Article 6

#### *Suspension ou rupture du contrat de travail*

##### *a) Suspension du contrat de travail*

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) indemnisé au titre du présent accord, les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail donnant lieu à rémunération ou indemnisation à un autre titre que celui du présent accord, le bénéfice des garanties ainsi que le versement des cotisations patronales et salariales sont maintenus.

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu, en tout ou partie, à rémunération par l'employeur, le bénéfice des garanties est maintenu pour le salarié pendant les 3 premiers mois suivant la suspension sans versement de cotisations. Après cette période, il peut demander à l'organisme assureur dont il relève à titre individuel à continuer de bénéficier de la garantie santé en acquittant directement la cotisation pendant toute la période de suspension du contrat de travail restant à courir.

##### *b) Rupture du contrat de travail*

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant en annexe, pour information).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir à la caisse de prévoyance désignée, en plus des justificatifs demandés aux salariés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

## **Article 5**

### *Mise en place d'un taux d'appel*

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 8 « Taux et répartition des cotisations » :

« Un taux d'appel inférieur au taux conventionnel pourra être mis en place après accord entre les partenaires sociaux et l'organisme assureur. »

## **Article 6**

### *Dates d'effet*

Les dispositions du présent avenant prennent effet :

- articles 1, 2, 3 et 5 : à la date de signature de l'avenant ;
- article 4 : à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

## **Article 7**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Besançon, le 31 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)

« ANNEXE SUR LA PORTABILITÉ  
(Premier alinéa du *b* de l'article 6)

---

Dispositions légales sur la portabilité  
(art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »